



# Assemblée générale

Distr. générale  
30 juin 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 109 de la liste préliminaire\*

### Prévention du crime et justice pénale

## **Exécution des mandats relevant du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, s'agissant en particulier des activités de coopération technique de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la résolution [75/196](#) de l'Assemblée générale. Il résume les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour aider les États Membres à lutter contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme, ainsi que pour prévenir la criminalité et renforcer les systèmes de justice pénale, notamment en vue de traiter les nouveaux problèmes rencontrés.

Le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale s'est tenu à Kyoto (Japon) du 7 au 12 mars 2021. Le Congrès a adopté la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le rapport fait également état des activités entreprises par l'Office en vue de relever les difficultés posées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) aux systèmes de prévention du crime et de justice pénale.

\* [A/76/50](#).



## I. Introduction

1. Depuis mars 2020, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est à l'origine d'un recul du développement humain, phénomène qui n'avait plus été observé depuis 1990 et qui a également eu des incidences sur la criminalité et sur les mesures prises pour prévenir, enquêter sur les affaires et les résoudre.

2. Dans le cadre des activités qu'il mène contre la COVID-19 à l'appui des États Membres, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a rédigé des notes de recherche et des documents d'orientation sur un large éventail de questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale<sup>1</sup>. Ces recherches ont montré que la pandémie avait offert de nouvelles perspectives aux groupes criminels organisés en leur permettant de proposer des biens et des services de manière illégale, comme en témoignait l'augmentation constante du trafic de produits médicaux falsifiés observée au début de la pandémie. Les lacunes des structures de gouvernance ont encouragé les groupes criminels à intervenir en distribuant des aides, ce qui a renforcé leur légitimité auprès de certaines tranches de la population. Malgré les restrictions mondiales aux déplacements, la traite des personnes et le trafic illicite de personnes migrantes n'ont pas cessé. Au contraire, la récession économique risque de se traduire par une augmentation du nombre de victimes de la traite originaires de pays qui prendront plus de temps à se relever en raison du chômage et de la stagnation de l'économie. Le nombre d'appels aux services d'assistance téléphonique pour les femmes victimes de violences a augmenté dans toutes les régions du monde, alors que les signalements d'agressions sexuelles et de viols communiqués aux autorités ont fortement diminué, ce qui indique que les mesures de confinement ont eu de lourdes répercussions sur la capacité des femmes à signaler ces violences. Le nombre d'infractions contre les biens signalées a diminué pendant la première phase de la pandémie (jusqu'à 50 %), et le nombre d'homicides a baissé à court terme (à hauteur de 25 % ou plus) dans certains pays, tandis que dans d'autres, aucune évolution notable n'a été constatée. Le risque grave que la COVID-19 représente dans les établissements pénitentiaires a reporté l'attention sur la problématique de la surpopulation carcérale. Depuis mars 2020, au moins 700 000 personnes ont été libérées ou considérées comme éligibles à la remise en liberté au moyen de mécanismes de libération d'urgence dans 119 États Membres.

3. On trouvera dans le présent rapport des informations sur l'exécution des mandats relevant du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale compte tenu de l'évolution rapide de la situation, ainsi qu'un compte rendu des nouveaux problèmes rencontrés et des solutions envisageables, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 75/196. Le rapport fait également état des activités entreprises par l'ONUDC en vue de relever les défis posés par la pandémie aux systèmes de prévention du crime et de justice pénale. Enfin, il résume les activités entreprises par l'Office dans les domaines thématiques énoncés dans la Déclaration de Kyoto visant à faire progresser la prévention de la criminalité, la justice pénale et l'état de droit : vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui a été adoptée par le quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

---

<sup>1</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, « Coronavirus disease (COVID-19): UNODC updates ». Disponible à l'adresse suivante : [www.unodc.org/unodc/en/covid-19.html](http://www.unodc.org/unodc/en/covid-19.html).

## II. Quatorzième Congrès et suite donnée au treizième Congrès

4. Le quatorzième Congrès s'est tenu du 7 au 12 mars 2021 à Kyoto (Japon). Il a accueilli un nombre record de 5 600 participantes et participants, dont 4 200 ont interagi au moyen d'une plateforme en ligne<sup>2</sup>. Le Congrès a adopté la Déclaration de Kyoto le 7 mars.

5. Pour donner suite comme il se doit au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Doha en 2015, l'ONUDC a poursuivi les travaux menés dans le cadre du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha en vue de promouvoir une culture de la légalité. Les activités exécutées dans le cadre de ce programme permettent d'aider directement les États Membres à prendre les mesures opérationnelles, législatives et politiques nécessaires pour poursuivre et atteindre les objectifs et cibles correspondants énoncés dans le Programme 2030.

6. Depuis la création du Programme mondial, plus de 2,5 millions de personnes originaires de plus de 190 pays ont bénéficié des activités menées dans son cadre. Parmi elles, plus de 112 000 personnes ont participé à des activités de renforcement des capacités et plus de 2,3 millions de personnes, dont plus de 1,5 million d'étudiantes et d'étudiants, ont bénéficié indirectement des initiatives menées. La plupart des résultats obtenus tiennent à l'utilisation de près de 200 outils et ressources, notamment des modules de niveau universitaire, des jeux, des manuels, des podcasts et d'autres ressources pédagogiques mis au point dans le cadre du Programme. Plus de 450 traductions de divers outils et ressources ont été réalisées, en 15 langues différentes, et 84 pays ont reçu une assistance technique directe. Le Programme mondial a laissé son empreinte au niveau de la prise de décisions, comme en attestent les 347 références qui y sont faites, ainsi qu'à la Déclaration de Doha, dans les documents officiels de l'Organisation des Nations Unies.

## III. Mesures prises par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

7. En raison des répercussions de la pandémie de COVID-19, la vingt-neuvième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, qui devait initialement se tenir du 18 au 22 mai 2020, a été reportée. Conformément à la décision 2020/230 du Conseil économique et social, la Commission a tenu la partie principale et la reprise de sa vingt-neuvième session selon un format réduit les 3 et 4 décembre 2020. Elle a tenu la partie principale de sa trentième session selon des modalités hybrides du 17 au 21 mai 2021.

8. Dans sa décision 74/550 B, l'Assemblée générale a prié la Commission, à sa trentième session, d'accorder un rang de priorité élevé à l'examen de la déclaration du quatorzième Congrès, afin de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, les suites qu'elle lui recommandait d'y donner à sa soixante-seizième session. À sa trentième session, la Commission a examiné le point de l'ordre du jour intitulé « Suite à donner au quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du quinzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale » et a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil, d'adopter un projet de résolution intitulé « Quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale »<sup>3</sup>.

9. À sa trentième session, la Commission a recommandé à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, d'adopter quatre projets de

<sup>2</sup> Pour de plus amples informations sur le quatorzième Congrès, voir les documents A/76/119 et A/CONF.234/16.

<sup>3</sup> E/2021/30-E/CN.15/2021/17, chap. I, sect. A, projet de résolution I.

résolution supplémentaires sur la réduction de la récidive par la réadaptation et la réinsertion, sur l'intégration du sport dans les stratégies de prévention de la criminalité et de justice pénale ciblant les jeunes, sur le renforcement des systèmes de justice pénale pendant et après la pandémie de COVID-19, et sur les moyens de prévenir et de combattre les crimes qui portent atteinte à l'environnement. Elle a également recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes et a adopté une résolution sur la coopération internationale dans la lutte contre le trafic illicite de personnes migrantes<sup>4</sup>.

## **IV. Mesures prises par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans les domaines d'intervention**

### **A. Questions stratégiques**

10. En février 2021, l'ONUDC a lancé sa nouvelle stratégie pour la période 2021-2025. La stratégie souligne le rôle unique de l'ONUDC s'agissant des trois piliers de l'action de l'Organisation des Nations Unies que sont la paix et la sécurité, le développement et les droits humains. Elle décrit les activités normatives exécutées, les travaux de recherche menés et l'assistance technique proposée par l'Office dans cinq domaines d'intervention que sont la criminalité transnationale organisée, la corruption, le terrorisme, la lutte contre le problème mondial de la drogue et le renforcement des systèmes de justice pénale. Elle guide la mise en œuvre des mandats spécialisés de l'ONUDC, notamment en lien avec le Programme 2030, grâce à une coopération multilatérale efficace, et aborde des questions transversales telles que le genre, les droits humains, la jeunesse et les partenariats avec les organisations de la société civile et le secteur privé.

11. L'ONUDC a continué de collaborer avec les organismes des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et régionales, ainsi que des mécanismes de coordination interinstitutions tels que le Pacte mondial de coordination contre le terrorisme et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Il a poursuivi ses partenariats avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). Il compte également parmi ses partenaires l'Union européenne, l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'Organisation mondiale des douanes (OMD), la Banque mondiale, l'Union africaine, l'Organisation des États américains, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

12. L'ONUDC a continué d'associer des organisations non gouvernementales (ONG), des universitaires et le secteur privé, entre autres, à des ateliers multipartites sur la Convention des Nations Unies contre la corruption et sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. En étroite collaboration avec l'Alliance des organisations non gouvernementales pour la prévention du crime et la justice pénale et la Coalition de la société civile pour la Convention des Nations Unies contre la corruption, il a veillé à ce que la société civile puisse prendre part à toutes les réunions intergouvernementales tenues en 2020 et 2021, y compris les préparatifs du quatorzième Congrès. Ainsi, des centaines de représentantes et représentants de la société civile ont participé à plus de 40 activités tout au long de l'année 2020.

13. Le 22 avril 2021, le Président de l'Assemblée générale, en coopération avec l'ONUDC, a organisé un débat de haut niveau sur le thème « Sûreté, sécurité et bonne

<sup>4</sup> Ibid., chap. I, sect. B, et sect. D, résolution 30/1.

gouvernance des villes : faire de la prévention du crime une priorité pour toutes et tous ». Les participantes et participants ont appelé à une implication accrue des femmes et des jeunes en vue de renforcer la résilience, d'intégrer les questions de genre dans les modèles de gouvernance et de proposer aux jeunes d'autres modes de vie loin de la drogue et des gangs. Ils ont également souligné qu'il importait de parvenir à une meilleure coordination et de renforcer les capacités institutionnelles aux niveaux local et national. En outre, ils ont mis en lumière le rôle joué par l'ONUDC dans la promotion du développement durable et inclusif de villes sûres et de communautés résilientes, conformément aux objectifs de développement durable n<sup>os</sup> 11 et 16.

14. Actuellement, l'ONUDC est présent dans 86 pays. Par ailleurs, un nouveau bureau de programme au Honduras devrait être opérationnel au cours du second semestre de 2021. En décembre 2019, le Gouvernement hondurien et l'ONUDC ont signé un mémorandum d'accord en vue de renforcer leur partenariat opérationnel, l'objectif étant de faire face aux problèmes de sécurité liés à la corruption, à la violence, à la criminalité organisée et au trafic illicite. Un plan d'action conjoint a également été élaboré. Le renforcement du partenariat et l'ouverture du bureau du programme ont été officiellement annoncés lors d'une manifestation virtuelle de haut niveau organisée au Honduras en janvier 2021, à laquelle ont participé toutes les institutions nationales, les organisations de la société civile, les membres de la communauté internationale et les institutions financières concernés.

## **B. Prévention de la criminalité**

### **1. Remédier aux causes, y compris profondes, de la criminalité et prévention de la criminalité fondée sur des éléments factuels**

15. L'ONUDC a continué d'aider les pays à recueillir des éléments de preuve le plus rigoureusement possible en vue de prévenir la criminalité. Grâce aux travaux de recherche menés dans le monde entier, les pays ont acquis des connaissances sur les facteurs de risque liés à la traite des personnes, au trafic illicite de personnes migrantes et à la criminalité liée aux espèces sauvages, et ont été sensibilisés aux répercussions que la COVID-19 avait sur un certain nombre d'infractions. À travers l'élaboration de certaines méthodes et l'organisation de stages de formation aux échelles nationale et régionale en Amérique latine et en Asie, l'ONUDC a aidé les pays à renforcer leurs capacités de collecte, de traitement et d'utilisation des statistiques sur la criminalité et la justice pénale et des données relatives aux saisies d'armes à feu, démarche qui s'inscrit notamment dans la mise en œuvre de la Classification internationale des infractions à des fins statistiques. D'autres stages de formation ont été dispensés aux pays africains sur les indicateurs des objectifs de développement durable relatifs à la criminalité et à la justice pénale, cela en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le HCDH et le Bureau des affaires de désarmement. L'ONUDC a aidé les États insulaires du Pacifique à améliorer la qualité de leurs données relatives à la traite des personnes. Il a également aidé plusieurs États à mieux appréhender la situation en milieu carcéral en vue d'évaluer les stratégies de réadaptation et leurs résultats.

16. L'ONUDC a continué de promouvoir une prévention de la criminalité efficace, à l'échelle des communautés et sur la base d'éléments factuels ; pour ce faire, il a notamment organisé des activités de sensibilisation, œuvré au renforcement des capacités et prodigué des conseils d'ordre politique et juridique aux pays d'Afrique, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Asie. L'adoption de mesures de prévention fondées sur des éléments factuels et l'utilisation des outils de l'ONUDC ont été encouragées par de nombreuses activités mondiales et régionales, y compris des manifestations consacrées à l'élaboration d'indicateurs pour des villes plus sûres et à la mise au point de mesures axées sur la communauté.

## 2. S'attaquer à la dimension économique de la criminalité

17. Par l'entremise du Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, l'ONUDC a continué d'aider les États Membres à élaborer et à mettre en œuvre des mesures efficaces pour s'attaquer à la dimension économique de la criminalité et priver les criminels et les organisations criminelles de tout profit illicite, en assurant notamment l'identification, la localisation, la saisie, la confiscation, le recouvrement et la restitution du produit du crime, ainsi qu'en établissant de solides cadres nationaux pour la conduite des enquêtes financières, et à élaborer des stratégies destinées à prévenir et à combattre le blanchiment d'argent et les flux financiers illicites.

18. Les activités de renforcement des capacités ont notamment pris la forme d'activités de formation adaptées aux besoins des autorités judiciaires, des cellules de renseignement financier, des services de détection et de répression, ainsi que des services douaniers, de l'immigration et de contrôle aux frontières. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, l'accent a largement été mis sur les 13 modules d'apprentissage en ligne relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent, lesquels ont été utilisés par les États Membres bénéficiaires.

19. Les efforts déployés pour récupérer le produit de la corruption ont bénéficié des progrès réalisés dans le cadre du deuxième cycle du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption. Conformément à la résolution 8/9 de la Conférence des États parties à la Convention, on a commencé, dans le cadre de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) menée conjointement par l'ONUDC et la Banque mondiale, à recueillir des informations sur les affaires internationales de recouvrement d'avoirs liées à des infractions créées par la Convention. Ces informations ont été obtenues au moyen d'un questionnaire envoyé aux États parties à la Convention. Il leur a également été demandé de communiquer les volumes d'avoirs gelés, saisis, confisqués et restitués. En 2021, le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs de la Conférence des États parties centrera ses débats sur la question de la confiscation sans condamnation, ainsi que sur les mécanismes juridiques alternatifs et les règlements hors procès, y compris les accords transactionnels, se rapportant à la confiscation et à la restitution d'avoirs. Dans le cadre de l'Initiative StAR, l'ONUDC a continué d'œuvrer à l'élaboration de supports de connaissances et de fournir une assistance technique.

20. L'administration des biens gelés, saisis et confisqués est indispensable au succès du recouvrement d'avoirs. Au titre du paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention contre la corruption, les États parties sont tenus d'adopter des systèmes d'administration de ces biens. En 2019, la Conférence a adopté la résolution 8/1, dans laquelle elle a décidé que le Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs devait poursuivre la collecte de renseignements sur les meilleures pratiques suivies dans les États parties, en vue de compléter le projet de lignes directrices non contraignantes sur la gestion des avoirs gelés, saisis et confisqués (voir [CAC/COSP/2019/16](#), annexe) et de mettre à jour l'étude sur la gestion et la disposition efficaces des avoirs saisis et confisqués (2017). En avril 2021, une note verbale a été diffusée pour demander aux États parties des informations sur la législation, la politique et les pratiques qu'ils appliquaient en matière de gestion des avoirs gelés, saisis et confisqués et sur les institutions chargées de ces questions. L'ONUDC a également continué de fournir une assistance technique pour l'administration des biens, notamment en élaborant ou en mettant en œuvre des projets ciblés.

## 3. Stratégies sur mesure de prévention de la criminalité

21. L'ONUDC a fourni des services consultatifs aux États Membres qui entendent élaborer des stratégies, politiques et programmes locaux ou nationaux destinés à prévenir la criminalité et la victimisation. Il a, en Éthiopie, contribué à la rédaction de la stratégie nationale de prévention de la criminalité et a, au Kirghizistan, pris part à l'élaboration d'une nouvelle législation sur cette même question. Afin de



promouvoir la sécurité à l'échelle locale, l'ONUDC et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) se sont associés pour renforcer les capacités des administrations municipales de Querétaro (Mexique), de Santiago de Cali (Colombie) et de Durban (Afrique du Sud). Pour ce faire, ils les ont aidées à formuler des politiques de sécurité fondées sur une approche participative et à mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des cibles de développement relatives à la sécurité. En Colombie, en partenariat avec l'Institut colombien de protection de la famille, l'ONUDC a mis au point une méthode qui permet de recenser les facteurs de risque liés à la criminalité dans 22 municipalités, et aidé plusieurs autorités locales à concevoir des plans locaux. Au Pérou et au Kirghizistan, il a élaboré des programmes de formation à l'intégration du sport dans les stratégies de prévention de la criminalité et formé plus de 5 000 entraîneuses et entraîneurs.

#### **4. Prise en compte des questions de genre dans la prévention de la criminalité**

22. Par ses travaux sur la prévention de la criminalité chez les jeunes et sur le sport (voir par. 23 ci-dessous), l'ONUDC a encouragé l'autonomisation des femmes et des filles et facilité la mise en place, chez les jeunes, d'un dialogue sur les stéréotypes de genre aux effets pernicieux. Dans le cadre d'un projet d'élaboration de politiques factuelles destinées à améliorer la sécurité de la population des villes d'Amérique latine et d'Afrique, l'ONUDC et ONU-Habitat ont renforcé la capacité des responsables municipaux d'Afrique du Sud, de Colombie et du Mexique à répondre à la violence domestique pendant la pandémie. Au Brésil, l'Office a lancé le cinquième cycle du Programme de jeunes ambassadeurs, lequel encourage les jeunes à risque (dont 76 % de filles) à appuyer la mise en œuvre du Programme 2030, en mettant l'accent sur la violence fondée sur le genre, la prévention de la criminalité urbaine et les relations entre la population locale et la police.

#### **5. Les enfants et les jeunes dans la prévention de la criminalité et l'autonomisation des jeunes aux fins de la prévention de la criminalité**

23. Dans le cadre de son initiative de prévention de la délinquance juvénile par le sport, l'ONUDC a œuvré en faveur de l'intégration du sport dans les stratégies globales de prévention de la criminalité, proposant aux jeunes une formation aux compétences psychosociales et encourageant l'adoption de comportements sociables, l'autonomisation des jeunes et l'inclusion sociale. À ce jour, 25 000 jeunes ont déjà bénéficié de cette initiative. Dans ce cadre, l'ONUDC a organisé, aux échelles mondiale, nationale et régionale, une série de 16 manifestations virtuelles auxquelles ont participé des acteurs des secteurs de la justice, des affaires sociales, de la jeunesse, de l'éducation et du sport. Il a ainsi pu souligner la nécessité d'investir dans des programmes de développement social, y compris par le sport, afin d'empêcher que les jeunes ne deviennent des victimes et ne s'adonnent à la violence et à la criminalité, risque auquel ils sont de plus en plus exposés.

24. Dans le cadre de cette initiative, l'ONUDC a continué d'associer des jeunes à risque à diverses activités menées en présentiel et en ligne dans le cadre du programme de formation « Line Up, Live Up » et d'autres interventions fondées sur le sport et destinées à aider les jeunes à développer des compétences psychosociales et à se mobiliser. À ce jour, 15 000 jeunes ainsi que 1 200 formatrices et formateurs et entraîneuses et entraîneurs ont été formés. Le programme a également donné lieu à l'organisation de webinaires et d'ateliers destinés à promouvoir l'intégration du sport dans les stratégies de prévention de la criminalité, ainsi qu'à l'élaboration d'outils d'orientation tels que la publication de l'ONUDC intitulée *Preventing Violent Extremism through Sport: Technical Guide*.

25. En Ouzbékistan, l'ONUDC a organisé une campagne de sensibilisation pour renforcer la résilience des jeunes à la violence et a, à cette occasion, érigé des athlètes en modèles. Il a également lancé des initiatives en ligne au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Pérou, au Tadjikistan et dans l'État de Palestine afin d'aider les jeunes à mettre au point des solutions technologiques innovantes propres à favoriser la cohésion sociale et à promouvoir l'état de droit.

## C. Système de justice pénale

### 1. Protection des droits des victimes et protection des témoins et des lanceurs d'alerte

26. L'ONUDC a continué de fournir une assistance technique aux fins de la protection des droits des victimes. En El Salvador, il a élaboré un protocole et un guide d'évaluation des risques liés à la COVID-19 dans les foyers de protection des victimes et des témoins. Au Pakistan, il a dispensé une formation aux fonctionnaires de police du Punjab, ce qui a permis d'accroître la disponibilité des services psychosociaux et médico-légaux pour les victimes de violence, y compris domestique. Au Népal, il a organisé un atelier de formation de formatrices et de formateurs afin de renforcer la capacité de 20 procureurs à assumer leurs fonctions en ce qui concerne les enfants victimes ou témoins et les enfants en conflit avec la loi. Au Viet Nam, l'Office a formé 127 fonctionnaires de police et procureurs au cadre juridique international et national relatif à l'exploitation sexuelle des enfants, mettant l'accent sur l'identification des victimes et des auteurs de l'infraction et sur l'application de mesures axées sur les victimes. Enfin, il a organisé des réunions subsidiaires sur les droits des victimes en marge du quatorzième Congrès.

27. L'ONUDC a mis en œuvre un projet destiné à aider la République centrafricaine à rendre la Cour pénale spéciale pleinement opérationnelle et a ainsi participé à la conception et à la mise en œuvre d'un programme de protection des victimes et des témoins. Des activités ont été menées pour mettre en place un service de protection des témoins et des victimes, élaborer, mettre en œuvre et contrôler les politiques, procédures et règlements, sensibiliser les principales parties prenantes et veiller à ce que des directives générales soient en place, proposer des services spécialisés de renforcement des capacités aux différentes parties intéressées, sensibiliser le public aux services offerts aux victimes et aux témoins, et encourager les échanges entre la Cour et les autres services du système judiciaire chargés de la protection des victimes et des témoins.

28. L'ONUDC a continué d'être fortement sollicité par les États parties pour appuyer tant la mise en œuvre de mécanismes de protection des personnes qui signalent des cas de corruption que le renforcement des mécanismes existants. Dans le cadre du premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application, il a été recommandé à 70 % des États parties examinés de renforcer leurs capacités de protection des personnes qui communiquent des informations. L'ONUDC a aidé, par divers services d'assistance technique, les États parties à mettre en place des cadres et mécanismes ou à renforcer ceux déjà en place, l'objectif étant de faciliter la communication d'informations et de garantir aux personnes intéressées une protection efficace contre les actes d'intimidation ou de représailles. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, il est devenu encore plus évident qu'il fallait que les États disposent des mécanismes voulus pour permettre de signaler tout acte répréhensible et protéger les personnes qui communiquent des informations, en particulier dans le secteur de la santé, notamment en vue de faciliter la répartition et l'utilisation des dispositifs d'intervention d'urgence. À la date d'établissement du présent rapport, l'ONUDC aidait plus de 25 États parties à mettre en place des mécanismes de signalement, en particulier dans le secteur de la santé, ou à renforcer les mécanismes existants.

### 2. Amélioration des conditions carcérales, et réduction de la récidive grâce à la réadaptation et à la réinsertion

29. Compte tenu des difficultés sans précédent que pose la COVID-19 du point de vue de la santé et de la sécurité en milieu carcéral, l'ONUDC a fourni une assistance d'urgence aux établissements pénitentiaires et aux services correctionnels de 50 États. Cette assistance technique a notamment consisté à acheter des équipements de protection individuelle et des articles sanitaires, à améliorer les conditions de détention ainsi que les soins de santé et services de base proposés aux personnes



incarcérées, ainsi qu'à procéder à un renforcement ciblé des capacités du personnel pénitentiaire et des professionnels de la santé.

30. L'ONUDDC a lancé une campagne mondiale de sensibilisation à l'occasion du cinquième anniversaire de l'adoption, par l'Assemblée générale, de l'Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus (Règles Nelson Mandela) et du dixième anniversaire de l'adoption des Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok).

31. L'ONUDDC a continué d'aider, de manière importante, les États à mettre en place des programmes nationaux de formation destinés au personnel pénitentiaire, proposant des formations en présentiel et des webinaires, améliorant les programmes de formation et déployant des tutrices et tuteurs dans les établissements pénitentiaires, notamment. En outre, pour répondre à la forte demande d'outils virtuels de formation pendant la pandémie, il s'est employé à faire connaître son module d'apprentissage en ligne des Règles Nelson Mandela, qui s'appuie sur des mises en situation.

32. Afin de renforcer l'efficacité, la transparence et l'application du principe de responsabilité dans le traitement des personnes incarcérées, l'ONUDDC a amélioré l'infrastructure de réseau en ligne des autorités pénitentiaires et/ou des autorités chargées des poursuites en Égypte, au Kazakhstan, aux Maldives et à Sri Lanka.

33. En vue de favoriser la réinsertion sociale des détenus à leur libération, l'Office a lancé des programmes et des services de réadaptation en milieu carcéral dans plusieurs États Membres. Des programmes récréatifs, éducatifs, de formation professionnelle et de travail, ainsi que des services de soutien psychosocial ont été mis en œuvre dans des établissements pénitentiaires ou des centres de détention pour mineurs en Colombie, en Égypte, en Indonésie, au Kirghizistan, au Liban, en Namibie, en Somalie, à Sri Lanka, au Tadjikistan, au Timor-Leste et en Tunisie.

34. Conscient des problèmes que posent les détenus à haut risque et du fait que les établissements pénitentiaires peuvent servir d'incubateurs pour l'extrémisme violent et le recrutement de terroristes, l'ONUDDC a aidé, sur le plan technique, plus de 20 États Membres d'Afrique et d'Asie à renforcer la capacité de leurs services pénitentiaires à gérer efficacement ces détenus, y compris les détenus extrémistes violents, à prévenir la radicalisation violente en prison et à mettre en œuvre un soutien et une supervision adaptés après la libération.

### **3. Prise en compte des questions de genre dans les systèmes de justice pénale**

35. L'ONUDDC a aidé 21 États à renforcer leurs mesures de lutte contre la violence faite aux femmes, notamment en soutenant l'alignement des cadres législatifs sur les règles et normes internationales. Il a prodigué des conseils techniques à la Communauté de développement de l'Afrique australe aux fins de l'élaboration d'une loi type régionale contre la violence fondée sur le genre.

36. Afin de renforcer la capacité des professionnels de la justice pénale à prévenir et à combattre la violence faite aux femmes, l'ONUDDC a organisé, sur les mesures judiciaires prises face à la violence fondée sur le genre pendant la pandémie, un webinaire mondial qui a réuni des spécialistes originaires de 15 pays. En outre, il a formé à ces questions des juges, des procureurs, des fonctionnaires de police et des avocats commis d'office de Bolivie (État plurinational de), d'Égypte, d'Équateur, du Mexique, du Myanmar, du Népal, du Pakistan et du Viet Nam.

37. L'ONUDDC a conçu un guide relatif à la violence fondée sur le genre à destination de Santiago de Cali (Colombie). Dans le cadre de l'Initiative Spotlight, il a élaboré des lignes directrices et des protocoles en vue de garantir l'accès à des soins de qualité et un environnement urbain sûr aux femmes et aux filles des villes de Chihuahua et de Ciudad Juárez (Mexique).

38. L'ONUDDC et ONU-Femmes ont renforcé la capacité des acteurs locaux au Libéria, au Sénégal et en Sierra Leone à proposer des services d'aide juridique aux

personnes rescapées de la violence sexuelle et fondée sur le genre, tout en les sensibilisant davantage aux stratégies de prévention de la COVID-19.

#### **4. Remédier à la vulnérabilité des enfants et des jeunes en contact avec le système pénal**

39. Au Kazakhstan, l'ONUDC a formé 571 praticiennes et praticiens à la réadaptation et à la réinsertion des enfants associés à des groupes terroristes et extrémistes violents. Il a aussi proposé, sur le même sujet, des services de conseil juridique à l'Afrique du Sud et au Kazakhstan. En Indonésie, il a organisé un atelier de renforcement des capacités et publié un manuel de formation à la justice pour mineurs dans le contexte de la lutte contre le terrorisme. Le pays a fait sienne la Feuille de route de l'ONUDC sur le traitement des enfants associés à des groupes terroristes et extrémistes violents. L'ONUDC a également dispensé une formation aux compétences psychosociales fondée sur le sport à des enfants placés dans un centre de détention et à des enfants en conflit avec la loi dans certaines communautés du Liban.

#### **5. Amélioration des procédures d'enquête pénale**

40. L'ONUDC a contribué à l'élaboration des nouveaux principes relatifs à l'efficacité des interrogatoires menés aux fins de la conduite d'enquêtes et de la collecte d'informations, lesquels ont été rédigés par des spécialistes internationaux des questions de détection et de répression, des enquêtes criminelles, de la sécurité nationale, de la criminologie et des droits humains. Il a également aidé le Département des opérations de paix à élaborer des directives sur les interrogatoires d'enquête à l'intention des membres de la police des Nations Unies. Enfin, il a coorganisé des activités sur les techniques d'interrogatoire menées à l'occasion de la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et en marge du quatorzième Congrès.

#### **6. Renforcement des capacités de criminalistique**

41. L'ONUDC a continué d'appuyer le renforcement des capacités et des compétences en matière de criminalistique, dans le contexte, notamment, des travaux des membres des services de détection et de répression, des services des douanes, des services postaux, des experts de laboratoire et des membres du système judiciaire. Il s'agissait notamment de fournir des stages et outils de formation, des lignes directrices et des modules d'apprentissage en ligne normalisés sur l'examen des documents de sécurité, les enquêtes sur les lieux du crime, l'identification des drogues et la manipulation et l'élimination, d'une manière sûre et respectueuse de l'environnement, des drogues et des produits chimiques précurseurs utilisés dans leur fabrication.

### **D. Promotion de l'état de droit**

#### **1. Accès à la justice et à l'assistance juridique**

42. L'ONUDC et le PNUD ont établi, conjointement, une note d'orientation intitulée « Garantir l'accès à la justice dans le contexte de la COVID-19 ». L'ONUDC a coorganisé la quatrième Conférence internationale sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale, manifestation en ligne tenue sur cinq jours en huit langues. Plus de 800 participantes et participants de plus de 75 pays ont débattu de sujets tels que les difficultés sans précédent d'accès à la justice créées par la pandémie de COVID-19 et la manière dont l'assistance juridique peut servir à combattre l'intensification des inégalités en plaidant pour la libération et la protection des droits des personnes privées de liberté, la représentation et la protection complète des groupes marginalisés, et la lutte contre le racisme systémique et la discrimination fondée sur l'ethnie, le genre ou tout autre statut.

43. L'ONUDC a organisé une série de huit réunions virtuelles de groupes d'experts, auxquelles ont participé plus de 100 praticiens de l'assistance juridique, chercheurs et représentants d'entités des Nations Unies et d'organisations de la société civile de toutes les régions afin de débattre des bonnes pratiques et des difficultés d'évaluation de cette assistance. L'Office a également organisé une manifestation spéciale sur l'égalité d'accès à la justice pour tous au quatorzième Congrès.

44. En outre, l'ONUDC a pris la tête du pilier « justice pénale » du réseau des Nations Unies sur la discrimination raciale et la protection des minorités.

## **2. Politiques nationales de détermination des peines**

45. Compte tenu de la crise carcérale mondiale causée par la surincarcération et la surpopulation carcérale, l'ONUDC a encouragé l'adoption de politiques de proportionnalité des peines et le recours accru à des mesures non privatives de liberté comme alternatives à l'incarcération, mettant l'accent sur les personnes souffrant de troubles liés à la consommation de drogues et en conflit avec la loi, ainsi que sur les délinquantes. Par exemple, l'Office a aidé le Gouvernement sri-lankais à mieux utiliser les mesures non privatives de liberté, y compris par une série d'ateliers consacrés, à l'intention des professionnels de la justice pénale, aux politiques et directives de détermination des peines, le but étant de promouvoir des réponses plus proportionnées et individualisées à la criminalité et d'améliorer la réadaptation et la réinsertion sociale des personnes délinquantes.

## **3. Des institutions efficaces, responsables, impartiales et non exclusives**

46. L'ONUDC a proposé un large éventail d'activités d'assistance technique en vue de garantir l'intégrité et l'impartialité des services de détection et de répression et des autres institutions qui composent le système de justice pénale, ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire.

47. En ce qui concerne l'application de la loi, l'ONUDC a organisé un webinaire régional sur l'intégrité, l'éthique et la responsabilité dans ce domaine pour 100 participantes et participants de la région des Caraïbes, en coopération avec l'Organisme d'exécution des mesures de sécurité et de lutte contre la criminalité et le HCDH. Au Brésil, l'Office a mis en œuvre des projets destinés à renforcer les mécanismes de surveillance du recours à la force par la police dans les États de Rio Grande do Sul, Paraná et Pernambuco. Le manuel de référence publié par l'ONUDC et le HCHR sur le recours à la force et aux armes à feu dans l'application de la loi a été traduit en espagnol, en portugais et en arabe, et le Manuel sur la responsabilité, le contrôle et l'intégrité de la police en espagnol.

48. Dans le cadre de ses activités de lutte contre la corruption (voir par. 51 à 55 ci-dessous), l'ONUDC aide, par une assistance technique, les États à renforcer l'intégrité, la transparence et la responsabilité d'un large éventail d'institutions. L'Office a encore redoublé d'efforts pour explorer les questions de genre propres à la corruption dans sa publication *The Time Is Now: Addressing the Gender Dimensions of Corruption*. Cette publication souligne comment les politiques d'égalité des genres et de lutte contre la corruption pourraient se renforcer mutuellement et comment, dans les secteurs public et privé, la diversité et l'inclusion pourraient perturber les réseaux bien établis, parfois collusoires et unisexes, permettant ainsi la mise en place d'institutions moins exclusives et plus transparentes.

49. Le Réseau mondial pour l'intégrité de la justice a continué d'aider les magistrats à renforcer l'intégrité et la responsabilité du système judiciaire. Le Réseau a créé, pour les juges, des opportunités de partage de données d'expérience avec, par exemple, des webinaires réguliers, des podcasts et des articles d'opinion écrits, lançant en outre, sur son site Web, de nouvelles fonctionnalités pour promouvoir le soutien par les pairs. Le Réseau a continué de diffuser ses supports de connaissances, y compris sur l'utilisation des médias sociaux par les juges et sur les questions de genre. Il a également poursuivi ses travaux sur les domaines émergents que sont, par exemple, l'utilisation de l'intelligence artificielle et l'immunité judiciaire. En mai

2021, plus de 65 pays, dans le monde, mettaient en œuvre son module de formation sur la déontologie judiciaire.

#### **4. Mesures efficaces de lutte contre la corruption**

50. À la date d'établissement du présent rapport, la Convention contre la corruption comptait 187 parties. Le Groupe d'examen de l'application créé par la Conférence des États parties à la Convention a tenu sa onzième session en juin 2020 et les première et deuxième parties de la reprise de sa onzième session du 31 août au 2 septembre et du 16 au 18 novembre 2020, respectivement. Les première et deuxième parties de la reprise de la session ont compris des réunions tenues conjointement avec la onzième réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption, tenue du 31 août au 2 septembre, la quatorzième réunion du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs, tenue du 16 au 18 novembre, et la neuvième réunion intergouvernementale d'experts à composition non limitée visant à renforcer la coopération internationale dans le cadre de la Convention contre la corruption, également tenue du 16 au 18 novembre.

51. Le premier cycle du Mécanisme d'examen de l'application est presque terminé, avec 173 résumés analytiques de rapports d'examen de pays finalisés. Les travaux du deuxième cycle progressent, avec la finalisation de 51 résumés analytiques. L'ONUDC a continué d'aider, par une assistance technique, à donner suite aux observations formulées pendant les examens, y compris en élaborant des plans d'action, des stratégies de lutte contre la corruption et des législations, en renforçant les capacités et en menant d'autres activités ponctuelles. Pendant le processus d'examen, l'Office a aidé neuf États parties à remplir la liste de contrôle pour l'auto-évaluation. Il a également aidé 18 États parties à rédiger ou modifier, pour prévenir et combattre la corruption, 16 lois et règlements et neuf documents de politique générale.

52. L'ONUDC a continué à fournir des services techniques et fonctionnels dans le cadre du Mécanisme d'examen de l'application. Il a notamment procuré une formation et une assistance aux expertes et experts gouvernementaux des États parties examinés et des États examinateurs, appuyé les examens de pays et l'établissement de rapports thématiques sur les tendances de l'application et les besoins d'assistance technique recensés pendant les examens. Les résultats de ces derniers ont eu d'importantes incidences sur les politiques, y compris en facilitant la préparation de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les problèmes posés par la corruption et les mesures visant à la prévenir et à la combattre et à renforcer la coopération internationale, tenue du 2 au 4 juin 2021.

53. L'ONUDC a proposé un large éventail d'activités d'assistance technique sur mesure à 104 États parties aux niveaux mondial, régional et national. Cette assistance a notamment consisté à appuyer la rédaction de politiques, de lois et de codes de conduite anticorruption, à renforcer les systèmes de déclaration d'avoirs et ceux de protection des lanceurs d'alerte, à donner des conseils sur les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions de corruption, y compris par la coopération internationale, et à aider à identifier et atténuer les risques de corruption dans tous les secteurs de l'administration publique.

54. Le réseau de conseillers anticorruption de l'ONUDC a continué, sur le terrain, de fournir des services d'experts et d'assistance technique en Amérique latine, en Europe du Sud-Est, en Afrique orientale et australe, dans la région du Pacifique, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Afrique occidentale et centrale, et un conseiller principal pour les questions mondiales est basé à Vienne.

#### **5. Mesures sociales, éducatives et autres**

55. Par son initiative Éducation pour la justice, l'ONUDC a aidé à prévenir la criminalité et à renforcer les systèmes de justice pénale au moyen d'outils éducatifs et d'activités associées, avec plus de 2 millions de bénéficiaires dans plus de 190 pays.

L'initiative a fourni une assistance technique directe à 84 pays et un appui direct au renforcement des capacités à plus de 100 000 personnes. Les supports pédagogiques ont bénéficié à 1,5 million d'élèves et à 33 000 enseignants dans le monde. L'initiative soutient la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse, en particulier sa première priorité (engagement, participation et sensibilisation) et sa quatrième (les jeunes et les droits de l'homme), ainsi que la mise en œuvre de l'article 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

56. L'ONUDC a également soutenu des mesures sociales et éducatives dans le cadre de son initiative de prévention de la criminalité chez les jeunes par le sport (voir par. 24 ci-dessus).

## **E. Promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique pour prévenir et combattre toutes les formes de criminalité**

### **1. Coopération internationale, y compris par le renforcement des capacités et l'assistance technique**

57. À la date de rédaction du présent rapport, la Convention contre la criminalité organisée comptait 190 parties, le Protocole relatif à la traite des personnes 178 parties, le Protocole relatif au trafic illicite de migrants 150 parties et le Protocole relatif aux armes à feu 120 parties. La mise en œuvre, par les États parties, de la Convention et des Protocoles additionnels s'y rapportant sera évaluée par le nouveau Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, dont le processus d'examen a été lancé à la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention, tenue à Vienne en octobre 2020. L'ONUDC a mis à jour les *Dispositions législatives types contre la criminalité organisée* et finalisé un référentiel sur les stratégies à appliquer pour prévenir et combattre cette criminalité. Il a également continué d'élargir le portail de gestion des connaissances SHERLOC (Mise en commun de ressources électroniques et de lois contre la criminalité) ([sherloc.unodc.org](http://sherloc.unodc.org)), qui couvre 15 types d'infractions.

58. L'ONUDC a continué de fournir des services de secrétariat à trois réseaux de coopération judiciaire, à savoir le Réseau des autorités centrales et des procureurs de l'Afrique de l'Ouest contre le crime organisé, le Réseau de procureurs et d'autorités centrales de pays d'origine, de transit et de destination constitué en réponse à la criminalité transnationale organisée en Asie centrale et dans le Caucase du Sud et le Réseau de justice de l'Asie du Sud-Est. Ces réseaux ont facilité l'établissement de contacts directs entre les autorités centrales aux fins de l'entraide judiciaire, fourni des outils et des conseils pratiques et permis l'échange de données d'expérience. En 2020, les trois réseaux ont facilité 61 affaires d'entraide judiciaire, y compris des demandes interrégionales, impliquant des pays d'Europe, du Moyen-Orient, d'Asie et de la région des Caraïbes. Il a été organisé, avec le Réseau judiciaire européen, deux réunions spéciales interrégionales, l'une axée sur les contacts directs entre les points désignés (novembre 2020), l'autre sur le fonctionnement interne des réseaux de coopération judiciaire (janvier 2021).

59. Dans le cadre du Programme mondial de contrôle des conteneurs qu'il mène conjointement avec l'OMD, l'Office a continué de collaborer avec les États Membres en vue de mettre en place des unités de contrôle portuaire et des unités de contrôle du fret aérien dans les ports maritimes et les ports secs, aux frontières terrestres, dans les aéroports et le long des voies ferrées. Le personnel de première ligne des services de détection et de répression a été formé à établir le profil de conteneurs commerciaux et à inspecter ceux susceptibles de transporter des marchandises illicites.

## 2. Coopération internationale visant à priver les criminels du produit du crime

60. L'ONUDC a continué de fournir un soutien aux réseaux interinstitutions de recouvrement d'avoirs d'Afrique australe, d'Asie et du Pacifique, d'Afrique de l'Ouest et d'Asie occidentale et centrale. Ces réseaux informels de praticiennes et praticiens des services de détection et de répression et des services judiciaires appuient l'ensemble du processus de recouvrement d'avoirs, depuis le point de départ de l'enquête consistant notamment à tracer les avoirs, à les geler, à les saisir, à les gérer et, enfin, à les confisquer, y compris à les partager entre les pays si nécessaire. Les divers réseaux sont à des stades de développement différents ; celui d'Afrique australe s'est révélé particulièrement efficace. Les 17 pays membres de ce réseau ont déclaré plus de 5 milliards de dollars d'actifs confisqués depuis 2017.

61. En ce qui concerne le traçage, la saisie, la confiscation et le recouvrement du produit de la corruption, l'ONUDC travaille également dans le cadre de l'Initiative StAR. En 2020, 18 pays ont bénéficié de l'assistance fournie par l'Initiative et plus de 1 000 personnes ont été formées dans le monde. En marge de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la lutte contre la corruption, l'ONUDC a lancé le Réseau opérationnel mondial des services de détection et de répression de la corruption (Réseau GlobE) dans le but de renforcer la coopération informelle entre ces autorités. Pour faciliter le lancement du Réseau, l'ONUDC a organisé une réunion d'experts en mars 2021 et créé trois groupes de travail provisoires.

62. En novembre 2020 se sont tenues la quatorzième réunion du Groupe de travail sur le recouvrement d'avoirs et la neuvième réunion intergouvernementale d'experts à composition non limitée visant à renforcer la coopération internationale de la Conférence des États parties à la Convention contre la corruption.

## 3. Le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

63. Pour appuyer la ratification et la mise en œuvre des conventions et des protocoles relatifs au terrorisme, l'ONUDC a continué de plaider pour une adhésion universelle aux 19 instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme. Pendant la période considérée, Cuba et les Pays-Bas sont devenus les cinquième et sixième États Membres à avoir adhéré aux 19 instruments, rejoignant ainsi la Côte d'Ivoire, le Kazakhstan, la République dominicaine et la Turquie. Grâce à l'assistance technique fournie par l'Office, en 2020, Saint-Kitts-et-Nevis a adhéré à la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, et l'Angola et l'Érythrée ont adhéré à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires et à son Amendement.

64. En septembre 2020, dans un contexte d'inquiétudes croissantes quant à l'utilisation potentielle d'agents biologiques par des groupes terroristes, l'ONUDC a conçu et organisé un événement en ligne sur le cadre juridique international de lutte contre le terrorisme biologique, le but étant de faire connaître les instruments juridiques internationaux existants et de débattre de leurs synergies et de leurs complémentarités.

65. En coopération avec le Bureau de lutte contre le terrorisme, l'Office met en œuvre un projet mondial qui, financé par l'Union européenne, vise à promouvoir l'universalisation et la mise en œuvre effective de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, notamment en aidant les États Membres à adhérer à la Convention, puis à l'incorporer dans le droit interne et à l'appliquer.

66. L'ONUDC a également fourni aux États Membres une assistance technique concernant les combattants terroristes étrangers. En Algérie, en Iraq, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie, il a fourni une assistance technique spécialisée sur le renseignement de source ouverte et les enquêtes basées sur les médias sociaux, les techniques d'entretien avec les populations vulnérables, l'utilisation de listes de surveillance, les données biométriques et les données de passagers, et la protection des lieux de crime. Ainsi, les agents des services de détection et de répression et de



justice pénale ont acquis des compétences qui leur permettent d'obtenir des récits complets, précis et fiables de la part des victimes, des témoins et des suspects, et d'éviter les faux aveux. L'Office a également aidé à contrer la menace d'infiltration terroriste dans les camps et les installations de réfugiés au Liban en utilisant au mieux les bases de données et les listes relatives à la criminalité internationale et au terrorisme.

67. L'ONUDC a publié, en anglais et en arabe, le manuel intitulé *Foreign Terrorist Fighters: Manual for Judicial Training Institutes – Middle East and North Africa* pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le but étant d'appuyer les enquêtes et les poursuites relatives aux infractions terroristes commises par des ressortissants étrangers et de favoriser, en la matière, la coopération transfrontière dans la région.

68. L'ONUDC a aidé le Réseau d'Asie centrale pour la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et, par une assistance destinée à renforcer leurs capacités, les autorités gouvernementales et les acteurs de la société civile des pays d'Asie centrale. Le Réseau s'emploie à prévenir l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme, notamment par des mesures globales et coordonnées de poursuite et de réadaptation des combattants terroristes étrangers rentrant au pays et de leur famille.

#### **4. Formes de criminalité nouvelles, émergentes et évolutives**

##### **a) Traite des personnes et trafic de migrants**

69. L'ONUDC dirige l'action menée au niveau international contre la traite des personnes et le trafic de migrants, notamment en réponse aux vulnérabilités accrues que génère la pandémie de COVID-19. Dans le cadre de ses programmes mondiaux de lutte contre la traite des personnes et le trafic de migrants, l'Office a soutenu 56 pays et formé plus de 2 600 praticiennes et praticiens en 2020.

70. L'ONUDC a fait progresser l'action menée pour mieux répondre à la traite dans les flux migratoires mixtes. Au Malawi, il a formé des intervenants de première ligne à la lutte contre la traite des personnes dans le camp de réfugiés de Dzaleka et aidé les autorités nationales à institutionnaliser les pratiques d'identification et d'orientation des victimes réfugiées. En Jordanie et au Liban, il a aidé les autorités et les prestataires de services aux victimes à combattre la traite de personnes déplacées, mettant l'accent sur l'identification des victimes et le renforcement de la coordination pour une protection et un aiguillage appropriés.

71. L'ONUDC a publié l'étude intitulée *Abused and Neglected: A Gender Perspective on Aggravated Migrant Smuggling Offences and Response*, qui analyse l'expérience vécue par les migrants clandestins lors de leur périple, y compris les épisodes de violence, d'abus et d'exploitation sexuels, en particulier chez les femmes. En outre, il a publié une étude intitulée *The Effects of the COVID-19 Pandemic on Trafficking in Persons and Responses to the Challenges: A Global Study of Emerging Evidence*, qui documente les incidences que la COVID-19 a eues sur l'évolution de la traite des personnes et la manière dont les acteurs de première ligne ont adapté leurs interventions pour faire face aux facteurs de risque accrus et aux vulnérabilités à cette activité criminelle, le but étant d'améliorer l'identification des victimes et l'assistance qui leur est proposée, et de faciliter les enquêtes et la poursuite des auteurs.

##### **b) Lutte contre le trafic d'armes à feu**

72. Dans le cadre de son Programme mondial sur les armes à feu, l'ONUDC a aidé 36 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie centrale et d'Europe de l'Est à élaborer des lois et des politiques, à prendre des mesures de prévention et de sécurité, à mettre en place des interventions de justice pénale, à coopérer au plan international, à échanger des informations, et à surveiller les flux d'armes à feu illicites et les menaces émergentes.

73. En collaboration avec INTERPOL, l'Office a coordonné deux opérations de répression visant le trafic d'armes à feu : l'opération KAFO II, axée sur l'Afrique de

l'Ouest et le Sahel, et l'opération Trigger VI, au cours de laquelle les agents de première ligne ont saisi 200 000 armes à feu illicites et arrêté plus de 4 000 suspects en Amérique du Sud.

74. L'ONUDC a également produit plusieurs nouvelles publications, dont l'*Étude mondiale sur le trafic d'armes à feu 2020* et les Modèles d'orientation pour les enquêtes relatives aux armes à feu. En outre, il a élaboré des cours de formation à la détection du trafic d'armes à feu opéré par le biais d'envois postaux et de colis express et développe actuellement un logiciel complet de tenue de registres pouvant être utilisé dans différents contextes nationaux.

**c) Le problème mondial de la drogue**

75. En 2020, l'ONUDC a signalé le nombre le plus élevé de saisies de drogues en 16 ans d'histoire du Programme de contrôle des conteneurs mis en œuvre par l'Office et l'OMD, dont un nombre record de 106 tonnes de cocaïne, ainsi que d'autres types de drogues, dissimulées dans des conteneurs maritimes et du fret aérien. Dans le cadre de son programme mondial de renforcement de la coopération en matière de justice pénale le long des itinéraires de trafic (CRIMJUST), il a également continué de travailler avec les États Membres situés le long des itinéraires de trafic de drogue pour promouvoir la coopération dans les enquêtes menées suite à des saisies. Des fonctionnaires ont été formés à l'utilisation de techniques d'enquête spéciales. En 2020, CRIMJUST a facilité la tenue de cinq forums interrégionaux impliquant des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, au cours desquels ont été présentés 45 cas de saisie de drogue et convenues des actions d'enquête, menées ensuite par les États Membres respectifs.

**d) Violence contre les enfants**

76. L'ONUDC a lancé des référentiels destinés à renforcer, au Viet Nam, la capacité de la police et des procureurs à prévenir, détecter, instruire et poursuivre les cas d'abus sexuels sur des enfants. Il a organisé un séminaire national sur la façon d'utiliser les appareils électroniques et les technologies modernes pour poursuivre les cas d'exploitation sexuelle d'enfants, avec la participation de 80 praticiennes et praticiens. En Colombie, il a appuyé la prévention du crime en facilitant la tenue, pour 446 enfants, d'une session de formation aux techniques d'identification de l'exploitation sexuelle au sein de leurs communautés. Avec d'autres organisations, il a également tenu une série de webinaires mondiaux et régionaux sur le programme technique intitulé *INSPIRE : Sept stratégies pour mettre fin à la violence contre des enfants*.

**e) Trafic d'espèces sauvages**

77. L'ONUDC a fourni un programme complet de soutien à plus de 1 500 agents de la justice pénale dans le cadre du Programme mondial de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts. Il a élaboré des orientations sur la COVID-19 et la criminalité liée aux espèces sauvages, notamment sur les risques de pathogènes zoonotiques associés aux saisies d'espèces sauvages et ceux posés aux agents de première ligne. L'Office a encadré des enquêteurs spécialisés dans la criminalité liée aux espèces sauvages au moyen de plateformes virtuelles sécurisées, aidé les États Membres à numériser leurs systèmes de justice pénale pour permettre des procédures judiciaires virtuelles, acheté des équipements pour aider les autorités chargées des espèces sauvages à gérer les poussées de braconnage, et fourni des équipements de protection individuelle aux agents de première ligne des services de détection et de répression.

**f) Produits médicaux falsifiés**

78. L'ONUDC a continué de fournir une assistance et de renforcer les capacités de lutte contre le trafic de produits médicaux falsifiés, conformément à la résolution 10/5 de la Conférence des Parties à la Convention contre la criminalité organisée. Dans le

cadre du Programme de contrôle des conteneurs qu'il met en œuvre avec l'OMD, et en coopération avec des sociétés pharmaceutiques, il a formé le personnel de première ligne des services de détection et de répression à l'identification des produits médicaux falsifiés, aux spécificités du conditionnement en usine et aux canaux d'approvisionnement légitimes pour l'aider à faire face aux menaces qui se font jour dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

**g) Trafic de biens culturels**

79. En coopération avec l'OSCE et le Centre multinational de formation aux opérations de soutien de la paix, l'ONUDC a dispensé une formation en ligne à la protection des biens culturels en août et septembre 2020. Il a également contribué à un événement organisé par l'UNESCO et les carabinieri italiens sur la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, tenu sous une forme hybride à Venise (Italie) en octobre 2020, ainsi qu'à une table ronde de haut niveau sur le trafic de biens culturels tenue dans le cadre de la conférence intitulée « Patrimoine culturel et multilatéralisme : stratégies régionales et internationales », organisée par l'Allemagne, l'UNESCO, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe en novembre 2020.

**h) Contrebande de marchandises commerciales**

80. Dans le cadre du Programme de contrôle des conteneurs qu'il met en œuvre avec l'OMD, l'ONUDC a formé le personnel de première ligne des services de détection et de répression au profilage et à l'inspection des conteneurs soupçonnés de transporter des marchandises illicites, renforçant ainsi leur capacité à détecter des marchandises de contrebande fortement taxées telles que l'alcool, le tabac et les véhicules à moteur, et à lutter contre la fraude commerciale, comme la sous-évaluation et la mauvaise classification.

**i) Métaux précieux**

81. La troisième réunion du Réseau informel de lutte contre la criminalité liée aux minéraux, tenue en novembre 2020, a été organisée par l'ONUDC en coopération avec l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'OMD. Cet événement virtuel, auquel ont assisté 140 participantes et participants, a permis de débattre des difficultés que comporte cette lutte et des cas d'exploitation minière illégale et de trafic de minéraux. En outre, l'Office a élaboré un cadre d'intervention assorti d'un programme d'assistance technique qui doit aider à lutter contre l'exploitation minière illégale et le trafic de métaux précieux.

**j) Criminalité maritime**

82. L'ONUDC a continué d'aider les États à lutter efficacement contre la criminalité maritime en proposant une assistance technique aux services de détection et de répression des infractions au droit maritime, aux bureaux des procureurs et aux autorités judiciaires dans le cadre du Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime. Cette assistance technique comprenait des formations aux techniques de visite, d'arraisonnement, de perquisition et de saisie, l'animation de procès simulés et la création de réseaux de procureurs. En outre, l'Office a aidé les États à mieux apprécier la situation maritime en proposant des technologies combinées à des cours d'analyse, et il a aidé à sécuriser la gestion des frontières numériques et les infrastructures critiques, y compris les câbles sous-marins. Enfin, il renforce le lien entre la sécurité maritime et la protection de l'environnement marin, y compris en s'attaquant aux infractions commises dans le secteur de la pêche et en veillant à faire dûment respecter le droit maritime dans les aires marines protégées.

**k) Cybercriminalité**

83. L'ONUDC a continué d'appuyer les travaux du Groupe d'experts chargé de réaliser une étude approfondie sur la cybercriminalité, qui a tenu des réunions en

juillet 2020 et avril 2021. Il a également fourni un appui technique et administratif et assuré le service de la session d'organisation du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, tenue à New York du 10 au 12 mai 2021.

84. Dans le cadre de son Programme mondial contre la cybercriminalité, l'ONUDC a aidé à renforcer les capacités de prévention, de détection, d'investigation et de poursuite de la cybercriminalité sous toutes ses formes, dans le respect des droits humains et des libertés fondamentales. À cet égard, 2 440 praticiennes et praticiens de la justice pénale de 105 pays ont été formés, notamment à la lutte contre les menaces de fraude en ligne spécifiques à la COVID-19.

85. L'ONUDC a continué d'appuyer les travaux de l'Assemblée générale et contribué au Plan d'action de coopération numérique du Secrétaire général. L'Office a régulièrement fourni, au sujet des conséquences de la cybercriminalité sur la cybersécurité, la paix et la stabilité, des orientations et des conseils aux hauts fonctionnaires des Nations Unies, aux États Membres et à la société civile.

## **V. Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

86. Des informations sur la gouvernance et la situation financière de l'ONUDC sont présentées dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale contre le problème mondial de la drogue (A/76/121).

## **VI. Observations finales**

87. Dans la Déclaration de Kyoto, les États sont convenus de mesures concrètes propres à faire progresser l'action qu'ils mènent en matière de prévention du crime, de justice pénale, de promotion de l'État de droit et de coopération internationale. La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a donné suite à ces engagements à sa trentième session.

88. J'invite instamment les États Membres à utiliser comme il convient la Déclaration de Kyoto pour faire en sorte que leur action de prévention de la criminalité et de justice pénale atténue les effets néfastes de la pandémie de COVID-19, en accordant une attention particulière aux membres vulnérables de la société.

### *Prévention de la criminalité*

89. L'Organisation des Nations Unies est prête à aider les États Membres à s'attaquer aux causes, y compris profondes, de la criminalité. J'invite instamment tous les États Membres à renforcer, en coopération avec les acteurs étatiques et non étatiques, la disponibilité et la qualité de données factuelles susceptibles d'étayer des politiques de prévention de la criminalité qui soient durables, axées sur la collectivité, soucieuses d'égalité des genres et habilitantes pour les jeunes.

90. J'exhorte les États Membres à renforcer leurs cadres juridique, institutionnel et opérationnel pour lutter contre la violence sexiste et répondre à toutes les formes de violence faite aux enfants, et à inclure ces mesures dans tout plan de relèvement postpandémique. J'exhorte également les États Membres à œuvrer pour prévenir l'implication d'enfants dans des activités criminelles et violentes.

### *Système de justice pénale*

91. J'invite instamment tous les États Membres à redoubler d'efforts pour sauvegarder les droits des victimes et à protéger les témoins et les lanceurs d'alerte. En outre, j'appelle l'attention de tous les États sur la nécessité de veiller à ce que les

interventions qui ciblent des enfants en tant que victimes, témoins ou délinquants présumés aient pour objectifs essentiels leur réadaptation, leur réinsertion et leur intérêt supérieur, et de mettre en place ou de renforcer des systèmes de justice pour mineurs équitables, transparents et adaptés.

92. J'exhorte tous les États Membres à intégrer une perspective de genre dans les politiques, programmes, législations et autres mesures qu'ils adoptent pour prévenir et combattre la criminalité, notamment toutes les formes de violence, de criminalité et de victimisation liées au genre, y compris les meurtres. En particulier, à la lumière des effets que la pandémie de COVID-19 a sur la violence domestique, j'appelle les États Membres à redoubler d'efforts pour prévenir et combattre cette violence.

93. Il faut que tous les systèmes de justice pénale et les services de police répondent aux besoins et aux droits de ceux qui risquent d'être laissés pour compte afin d'offrir à tous un accès égal à la justice et de mettre en place des institutions non exclusives, efficaces, transparentes et équitables. Pour que l'on reconstruise en mieux, j'invite tous les États Membres à revoir leurs politiques de détermination des peines ainsi que l'adéquation et la proportionnalité de leurs réponses à la criminalité, et à envisager de recourir à des mesures non privatives de liberté afin de remédier à la surpopulation carcérale et à la surincarcération. J'exhorte également tous les États Membres à se conformer davantage aux normes pénitentiaires internationales.

#### *Promotion de l'état de droit*

94. J'exhorte tous les États Membres à assurer l'accès de tous à la justice en garantissant des systèmes d'assistance juridique de qualité, en luttant contre la discrimination, en réformant leurs institutions policières et en renforçant la justice réparatrice et l'assistance aux victimes.

95. Les mesures de protection et de lutte contre la corruption font partie intégrante des activités de relèvement de la communauté internationale face à la pandémie de COVID-19. J'invite donc instamment tous les États Membres à redoubler d'efforts pour prévenir et combattre la corruption et à mettre pleinement en œuvre la Convention y relative.

96. J'encourage les États Membres à soutenir pleinement les engagements pris et les recommandations faites à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les problèmes posés par la corruption et les mesures visant à la prévenir et à la combattre et à renforcer la coopération internationale, tenue en avril 2021.

#### *Promotion de la coopération internationale et de l'assistance technique pour prévenir et combattre toutes les formes de criminalité*

97. J'appelle les États à agir contre toutes les formes de criminalité organisée, conformément à la Convention contre la criminalité organisée et aux Protocoles s'y rapportant, et encourage les États parties à participer activement au processus d'examen de l'application de la Convention, qui vient d'être lancé.

98. J'appelle également les États à agir contre la criminalité organisée qui, exacerbée par la pandémie de COVID-19, s'observe dans les contextes de migration mixte, y compris la traite de personnes impliquant des migrants et des réfugiés et les formes aggravées de trafic impliquant des violences, des abus et la mort.

99. J'encourage les États Membres à donner la priorité à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies complètes et adaptées de poursuite, de réadaptation et de réintégration, conformément à la résolution [2396 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité.

100. J'invite tous les États Membres à intégrer les nouvelles mesures dans leurs politiques de prévention de la criminalité et de justice pénale et dans leurs plans de relèvement postpandémique. À cet égard, j'encourage les États Membres à intégrer l'action qu'ils mènent contre la criminalité liée à l'environnement, y compris le trafic d'espèces sauvages, dans des programmes plus larges relatifs à la biodiversité, à la santé et au climat ; à apporter des solutions à la cybercriminalité, notamment en

participant activement à la négociation d'une convention internationale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, et en tenant compte du risque que les réseaux criminels profitent de l'utilisation accrue des technologies en ligne ; et à aider les pays à mieux comprendre et combattre la criminalité maritime.

---